



# **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024**

**Conseil communautaire du jeudi 1<sup>er</sup> février 2024**

# **Sommaire**

## **A.Budget 2023 & analyse rétrospective**

- Première approche d'ensemble
- L'évolution des recettes de fonctionnement
- L'évolution des dépenses de fonctionnement
- Le fonds de roulement

## **B.Les perspectives financières et budgétaires sur la période 2024-2026**

- Le contexte économique et financier national de l'action publique locale
- La situation locale
- Les relations financières avec l'Etat
- Le contexte de l'établissement
- Les hypothèses retenues pour la projection financière
- L'épargne de gestion
- La dette

## **C.La programmation pluriannuelle des investissements**

- Le recensement des projets
- Le scénario financier résultant

## **D.Le budget annexe Assainissement collectif**

## **E.Le budget annexe Mobilité**

## **Annexes :**

- Annexe 1 – scénario financier 2017-2026 du budget principal
- Annexe 2 – programme pluriannuel d'investissement
- Annexe 3 – rapport d'orientation « Ressources humaines »
- Annexe 4 – rapport relatif à l'égalité entre les hommes et les femmes

*L'ensemble des données chiffrées présentes dans ce document sont extraites du scénario financier 2017-2026 ainsi que du programme pluriannuel d'investissement, tous deux annexés au présent rapport.*

## **A- budget 2023 & analyse rétrospective**

### **a) première approche d'ensemble**

Les dernières données comptables reprises dans la présente note sont issues de la gestion 2023 avant adoption du compte administratif. Elles pourront encore faire l'objet de quelques ajustements après constatation d'ultimes écritures et confrontation des données enregistrées par le comptable public. Elles sont, en revanche, suffisamment fiables pour permettre une première approche financière susceptible de sous-tendre le débat d'orientation budgétaire, préambule à l'examen du budget primitif de 2024. Toutefois, il est rappelé que l'analyse de la gestion 2023 interviendra lors de la présentation du compte administratif 2023.

Issues du septième exercice comptable de l'établissement, ces données peuvent être mises en perspective avec les années précédentes. Pour bien appréhender cette mise en perspective, il est à noter que les dépenses de fonctionnement augmentent globalement plus vite que les recettes de fonctionnement ce qui a des conséquences sur l'épargne et entraîne une diminution des niveaux de celle-ci.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	var 2023/2022
recettes réelles de fonctionnement	23 352 982 €	23 172 212 €	24 631 681 €	23 718 185 €	28 772 309 €	26 590 485 €	28 736 498 €	8,07%
dépenses réelles de fonctionnement	19 323 457 €	19 568 424 €	20 170 580 €	19 456 596 €	21 000 811 €	23 408 074 €	27 169 534 €	16,07%
épargne brute (hors opération exceptionnelles)	4 045 897 €	3 564 163 €	3 616 878 €	4 288 382 €	3 617 749 €	3 161 049 €	2 735 634 €	-13,46%
épargne nette (hors opération exceptionnelles)	3 158 523 €	2 714 372 €	2 734 689 €	3 405 515 €	2 889 060 €	2 416 513 €	2 008 482 €	-16,89%

La réalisation financière du programme d'équipement de 2023 est reprise dans le tableau suivant.

	RAR (fin 2022)	crédits 2023 (BP & DM)	total crédits 2023	réalisations 2023	taux de réalisation
immobilisations incorporelles (chapitre 20)	683 905 €	1 481 000 €	2 164 905 €	1 312 346 €	60,62%
participations versées (chapitre 204)	318 847 €	186 700 €	505 547 €	137 868 €	27,27%
immobilisations corporelles (chapitre 21)	3 157 321 €	7 442 704 €	10 600 025 €	4 723 484 €	44,56%
immobilisations en cours (chapitre 23)	420 850 €	2 648 446 €	3 069 296 €	307 837 €	10,03%
<b>TOTAL</b>	<b>4 580 923 €</b>	<b>11 758 850 €</b>	<b>16 339 773 €</b>	<b>6 481 535 €</b>	<b>39,67%</b>

Aux 6,482 millions d'euros d'investissement réalisés en 2023, il faut ajouter 4,550 millions d'euros de dépenses d'équipement contractualisées avec les entreprises de travaux, le plus souvent en cours de réalisation au moment de la clôture de l'exercice. L'essentiel de ces engagements donnera lieu à des reports dans le cadre de la procédure des « restes à réaliser ».

### **b) l'évolution des recettes de fonctionnement**

**Les recettes émanant des services communautaires (chapitre 70)** laissent apparaître une progression marquée entre 2022 et 2023 (+5,8%). Cette évolution conjugue un tassement des recettes issues de la fréquentation des équipements communautaires (-45 k€) et une progression de la refacturation de dépenses de personnel (+235 k€) tant auprès des budgets annexes que de la commune d'Argentan.

Le **chapitre 73** regroupant, pour l'essentiel, **les recettes fiscales enregistre une forte progression**. Les recettes qui y sont inscrites progressent de plus de 1,6 M€, soit près de 9%. Cette évolution peut s'analyser selon les termes suivants :

- La revalorisation des valeurs locatives foncières (constitutives des bases fiscales des taxes foncières, de la cotisation foncière des entreprises et de la taxe d'habitation résiduelle) a été de 7,1%, engendrant ainsi à taux inchangé, un surcroît de recettes. Rappelons ici que ce

niveau de revalorisation, fixé par la loi, est le reflet de l'inflation enregistrée au cours des douze mois qui précédaient l'ouverture de l'exercice 2023.

- L'augmentation des recettes de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) résulte de la hausse du taux décidée par le conseil communautaire pour financer la participation appelée par le SITCOM. Cette augmentation ne constitue pas une marge de manœuvre supplémentaire pour le budget communautaire puisque ce produit fiscal est entièrement affecté au financement de la contribution versée au syndicat ;
- La refacturation (imputée sur l'attribution de compensation) à la commune d'Argentan d'une quote-part du coût des services communs connaît une hausse de 334 k€. Elle est consécutive à la poursuite du déploiement du projet d'administration partagée tout au long de l'année 2023 notamment avec le service communication et le service des systèmes d'information ;
- Les compensations indexées sur les recettes nationales de TVA connaissent une progression proche de 210 k€.

Les recettes comptabilisées au **chapitre 74 relatif aux dotations et subventions de fonctionnement** révèlent une hausse de 195 k€, soit 4,5%, qui peut être expliquée à la lumière de trois observations :

- la progression de la dotation d'intercommunalité (+77 k€) qui, par paliers successifs bornés à 5% d'augmentation annuelle, doit converger vers le niveau cible voisin de 1 M€. Le niveau cible correspond à la stricte prise en compte arithmétique des paramètres de Terres d'Argentan Interco au regard de son coefficient d'intégration fiscale (CIF), de son revenu moyen par habitant et de son potentiel fiscal ;
- la hausse des allocations compensatrices (+46 k€), affectées par l'indexation des valeurs locatives foncières ;
- l'augmentation des subventions perçues (+83 k€) notamment pour le conservatoire , l'action cœur de ville ainsi que le réseau des médiathèques.

#### c) l'évolution des dépenses de fonctionnement

Le **chapitre 011 regroupant les dépenses à caractère général** (consommables, énergie, sous-traitance...) augmente de près de 630 k€ (soit 13,36%). Non circonscrite aux postes particulièrement affectés par l'inflation comme l'alimentation (+10,2%) ou l'énergie (+15,5%), cette progression affecte globalement l'ensemble des dépenses courantes de fonctionnement.

Le **chapitre 012, relatif aux dépenses de personnel**, laisse apparaître une évolution « faciale » de près de 1,3 M€. Cependant, pour appréhender correctement le poids réel de cette évolution sur le budget communautaire, il y a lieu de prendre en compte les nombreux paramètres qui entrent en jeu dans les montages de refacturation et de financement des dépenses de personnel. Le tableau ci-dessous restitue l'information comptable qui permet d'établir l'évolution du coût net des dépenses de personnel. Pour ce faire, il déduit les masses refacturées à la commune d'Argentan que ce soit au titre des services communs, des mises à disposition de service ou des mises à disposition individuelles ou à des budgets annexes constitutifs de SPIC qui ont leurs propres ressources.

		CA 2019	CA 2021	CA 2022	CA 2023	%
chapitre 012	personnel rémunéré par Argentan Intercom	7 835 299,63 €	8 448 234,27 €	10 116 385,15 €	11 427 539,97 €	
article 62875	convention de mutualisation (mises à disposition de service)	340 779,10 €	243 101,90 €	383 758,02 €	370 070,66 €	
TOTAL dépenses de personnel		8 176 078,73 €	8 691 336,17 €	10 500 143,17 €	11 797 610,63 €	
article 70841	refacturation de personnel affecté à des SPIC	203 220,00 €	284 273,40 €	513 226,22 €	572 531,17 €	
article 70845	refacturation de personnel mis à disposition de tiers	99 349,47 €	210 189,40 €	308 865,42 €	383 451,48 €	
article 70875	convention de mutualisation (mises à disposition de service)	213,60 €	92 965,19 €	101 147,17 €	99 041,79 €	
article 73211	refacturation des services communs		40 787,40 €	584 367,36 €	979 786,00 €	
TOTAL dépenses de personnel refacturées		302 783,07 €	628 215,39 €	1 507 606,17 €	2 034 810,44 €	
subventions perçues sur postes "conventionnés"		27 351,36 €	37 294,47 €	58 597,40 €	107 000,00 €	
remboursements sur dépenses de personnel (indemnités journalières)		107 386,50 €	79 462,21 €	118 656,86 €	134 505,65 €	
TOTAL autres recettes sur dépenses de personnel		134 737,86 €	116 756,68 €	177 254,26 €	241 505,65 €	
COÛT NET du PERSONNEL		7 738 557,80 €	7 946 364,10 €	8 815 282,74 €	9 521 294,54 €	8,01%

Une analyse détaillée de cette évolution est proposée dans l'annexe 3 du présent rapport : « rapport d'orientation Ressources Humaines ».

Le **chapitre 65** (autres charges de gestion courante) enregistre une augmentation proche de 475 k€, soit 8,4%. Cette tendance s'observe sur l'ensemble des postes regroupés au sein du chapitre. Outre la hausse de la participation versée au SITCOM, déjà évoquée, on note, dans un contexte inflationniste généralisé :

- une hausse de 5,5% de la contribution versée au SDIS ;
- une hausse de 6,2% du financement accordé aux écoles privées sous contrat sises sur le territoire communautaire ;
- une hausse de plus de 100 k€ des autres participations et subventions versées (notamment les syndicats de regroupement scolaire).

Il est rappelé que la hausse de la participation versée au SITCOM est sans impact sur l'autofinancement communautaire puisque cette dépense est entièrement financée par la TEOM recouvrée auprès des assujettis à la taxe foncière.

Les **charges financières, comptabilisées au chapitre 66** connaissent une progression de 10%. A encours de dette en recul, cette progression s'explique par l'exposition d'une petite partie du stock d'emprunts aux taux variables.

L'analyse de la dette dans son ensemble sera présentée dans la deuxième partie du présent rapport.

Enfin, les **charges exceptionnelles** ont été affectées, cette année, par un retraitement porté par le comptable public visant à requalifier en dépenses de fonctionnement les participations d'équilibre versées par la collectivité dans les conventions publiques d'aménagement qui ont porté sur la zone d'activité de l'Expansion (Argentan) et la zone d'activités de la Sente verte (Trun). Ce retraitement n'a pas d'impact réel sur la trésorerie puisqu'il s'apparente à un amortissement (recette d'investissement conjuguée avec une dépense de fonctionnement). En outre, les tableaux d'analyse financière présentés dans le présent rapport ne tiennent pas compte de cet élément exceptionnel, purement comptable, dans l'approche de l'épargne.

#### d) le fonds de roulement

Le fonds de roulement au début de l'exercice 2023 était voisin de 8,2 M€. Deux facteurs venaient expliquer ce niveau anormalement élevé :

- les retards pris dans les programmes d'investissement de 2022 ;
- la cession de l'EHPAD d'Occagnes générant des liquidités non mobilisées par un remboursement anticipé d'emprunt.

Fin 2023, le fonds de roulement s'établit à hauteur de 7,4 M€.

.

## **B- les perspectives financières et budgétaires sur la période 2024-2026**

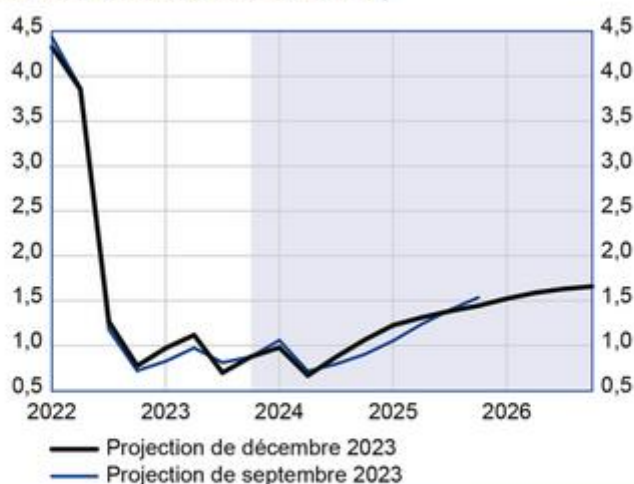
### **a) le contexte économique et financier national de l'action publique locale**

La croissance économique française, après avoir connu un rebond très sensible en 2021 (+6,8%) au lendemain de la crise sanitaire, connaît depuis deux ans des niveaux faibles si on la mesure après correction de l'inflation (croissance réelle). Selon la plupart des projections économiques, l'année 2024 devrait poursuivre cette période entamée en 2022. Rappelons ici que la croissance économique est un facteur important du dynamisme des recettes de la communauté de communes. En effet, au-delà de l'impact, plus ou moins diffus, de l'activité économique locale sur les bases de taxe foncière et de cotisation foncière des entreprises, la croissance du PIB français conditionne directement deux recettes importantes de l'établissement :

- la fraction de TVA versée en compensation de la suppression de la taxe d'habitation ;
- la fraction de TVA versée en compensation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

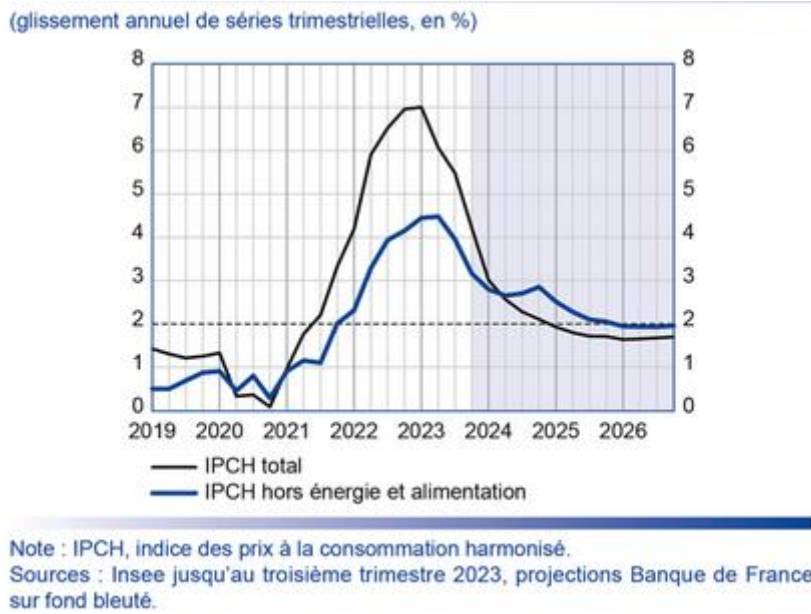
Le PIB étant l'agrégation des valeurs ajoutées produites par les différentes entités économiques intérieures, on perçoit le lien immédiat entre PIB, TVA et fraction de TVA versée au titre des compensations.

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



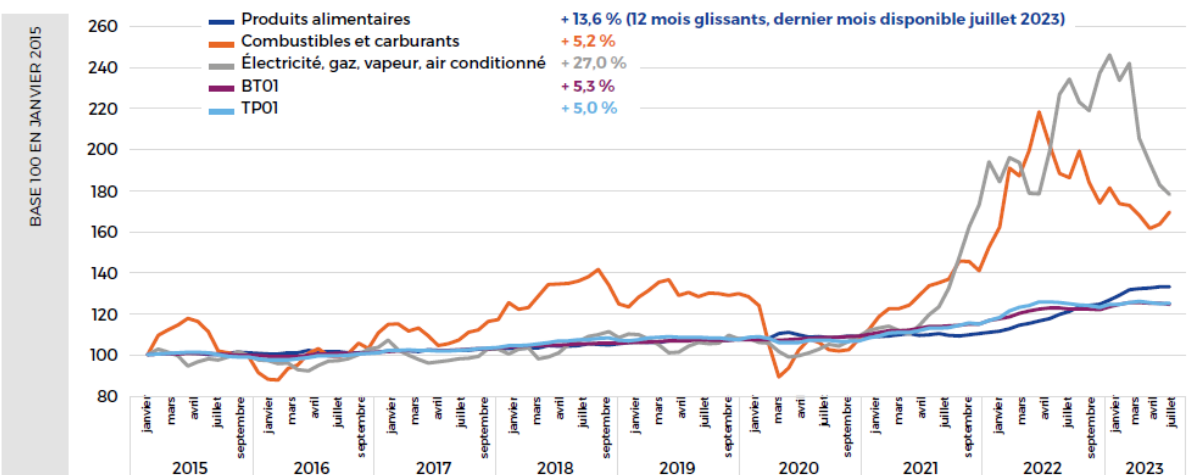
Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

En 2022, l'impact de la forte accélération des prix de l'énergie sur les consommateurs a été limité par la mise en place d'un bouclier énergétique (dont les collectivités de la strate de Terres d'Argentan Interco n'ont pu bénéficier). L'inflation s'est ainsi établie à +5,9%, niveau historiquement élevé, toutefois inférieur à celui de la plupart des pays de l'Union Européenne. En 2023, la levée de la remise des carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité dès le 1<sup>er</sup> janvier ont entraîné un regain de pressions inflationnistes avec un pic de l'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) observé en février 2023. Depuis, et à l'instar des autres économies développées, le processus de désinflation est engagé en France. Ce reflux est lié à une modération notable de l'inflation des principales composantes de prix, dont l'énergie. A ce jour, les projections économiques s'accordent autour d'un niveau d'inflation situé entre 2% et 3% au cours des trois années à venir. On retiendra ces hypothèses dans l'élaboration du scénario du prospective financière.



### Indices de prix impactant la dépense locale

© La Banque Postale



Source : Indices Insee

#### b) la situation locale

Bien que le lien économique entre recettes du budget communautaire et acteurs économiques du territoire ait été écorné par la suppression en cours de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, il reste effectif sur les recettes issues de la cotisation foncière des entreprises (CFE). A paysage économique stable et à taux constant, cette ressource évolue principalement au rythme de la revalorisation des valeurs locatives foncières fixée annuellement, conformément à la loi de finances, en fonction du niveau de l'inflation enregistré au cours de l'année précédente, soit 3,9 % pour 2024.

#### c) les relations financières avec l'État

La loi de finances de 2024 n'introduit pas de bouleversement majeur dans les mécanismes financiers régissant le financement des collectivités. Elle acte une augmentation de la dotation globale de fonctionnement de 320 millions d'euros pour porter celle-ci à 27,24 milliards d'euros à l'échelle nationale. L'essentiel de cette hausse est orienté vers la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale qui, servies exclusivement aux communes, ne profiteront pas au budget communautaire.

### *la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières*

Conséquence directe du niveau d'inflation observé au cours de la dernière période, la loi de finances pour 2024 fixe à 3,9 % le niveau de la revalorisation des valeurs locatives foncières. Il s'agit là d'une mesure qui affectera sensiblement les recettes de l'établissement puisque, indépendamment de toute variation en volume, cette revalorisation concernera :

- les recettes de taxe foncière ;
- les recettes de cotisation foncière des entreprises (pour lesquelles il faudra cependant anticiper une variation en volume négative pour les raisons évoquées plus haut) ;
- les recettes résiduelles de taxe d'habitation.

On pourrait également signaler l'impact de cette mesure sur la TEOM. Celle-ci, intégralement consacrée au financement du SITCOM, est sans impact sur l'équilibre budgétaire.

Cette revalorisation portera sur une assiette de produit voisine de 7,2 millions d'euros et conduira donc, à taux inchangé, à constater **une hausse du produit fiscal supérieure à 200 000 euros**.

### *une reconduction des grands principes de détermination des dotations*

Il faut considérer que les dotations attendues en 2024 s'inscriront dans le sillage du rééquilibrage en cours depuis six ans, à savoir :

- une hausse de la dotation d'intercommunalité suite à la réforme intervenue en 2019 qui met fin à la distorsion entre communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes. Cette distorsion transitoirement maintenue par un mécanisme de lissage déporte dans le temps le plein effet de ces évolutions ;
- un tassement présumé de la dotation de compensation dans le cadre des arbitrages du comité des finances locales.

Depuis 2019, les critères pris en compte pour le calcul de la dotation d'intercommunalité étaient favorables à Terres d'Argentan Interco. En effet, la mise sur un pied d'égalité des trois types de structures intercommunales (communautés de communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines), de même que la prise en compte du revenu moyen par habitant dans la composante péréquatrice de la dotation d'intercommunalité, aboutissaient à une dotation calculée supérieure à 1M€, soit près du double de celle qui avait été servie en 2018. Toutefois, miroir inversé des mécanismes de garantie, un dispositif de plafonnement venait limiter à 10% par an l'augmentation par habitant de la dotation d'intercommunalité. C'est la raison pour laquelle l'établissement connaît depuis 2019 une évolution par marche, chacune bornée à 10% du montant de la dotation. La loi de finances pour 2024 fait évoluer ce dispositif de plafonnement en passant la borne de 10% à 20%, ce qui devrait conduire à une progression de la dotation d'intercommunalité deux fois plus importante qu'entre 2022 et 2023. Cette évolution favorable sera, en revanche, légèrement écornée par le recul démographique de l'intercommunalité, facteur pris en compte dans le calcul des différentes composantes de la dotation d'intercommunalité.

Dans le prolongement de ce qui a été engagé au cours des années précédentes, la dotation de compensation des EPCI subira un écrêtement prévu à hauteur de 60M€ à l'échelon national, ce qui devrait se traduire par un recul de la dotation de compensation de l'ordre de 1,3%.

Ainsi, à titre d'hypothèse financière, on retiendra pour 2024 :

- une dotation d'intercommunalité d'un montant de 975 000 € (valeur cible attendue, sans impact résiduel de plafonnement) ;
- une dotation de compensation en recul de 27 000 €, à 2,043 M€.

### d) le contexte de l'établissement

Outre l'environnement économique global et le cadre fiscal et financier fixé par la loi de finances pour 2024, Terres d'Argentan Interco verra nombre de ses orientations budgétaires conditionnées par les priorités du mandat, les choix d'organisation des services ainsi que la programmation pluriannuelle des investissements (voir document annexé).

2024 sera la dernière année de structuration de l'administration partagée avec le passage en service commun du Cabinet, du service Urgence Climatique Développement Durable et la régie Bâtiment.



Une année consacrée à la mise en place de procédures communes et à la recherche d'optimisation des moyens pour Terres d'Argentan Interco. De plus, cette année sera aussi celle de la finalisation du Pacte Financier et Fiscal.

En matière de personnel, une présentation détaillée de l'évolution des effectifs et de la masse salariale est annexée au présent document.

#### e) les hypothèses retenues pour la projection financière

Le débat d'orientation budgétaire a pour vocation de resituer les arbitrages soumis aux élus communautaires dans un scénario financier réaliste, sincère et garant des équilibres budgétaires à venir. Le scénario financier présenté en annexe du présent rapport donne une lisibilité à moyen terme des conséquences des décisions présentes, notamment sur l'épargne dégagée par l'établissement et sur son endettement. Il s'appuie sur des hypothèses, forcément imprécises et imparfaites, qui s'inscrivent dans le prolongement du contexte décrit plus haut.

Le tableau ci-dessous rend compte des hypothèses retenues pour construire la modélisation financière.

	2023	2024	2025	2026
dépenses de personnel : variation à effectif constant (GVT et point d'indice)		2,00%	2,00%	2,00%
dépenses de personnel : variation en effectif		0,00%	0,00%	0,00%
croissance du PIB	0,50%	0,90%	1,30%	1,60%
durée moyenne des contrats de prêt sur la période à venir	20	20	20	20
évolution des dotations versées par l'État	5,00%	0,00%	0,00%	0,00%
évolution des tarifs	4,00%	3,00%	2,00%	2,00%
inflation hors énergie	4,00%	3,00%	2,00%	2,00%
inflation sur l'énergie	25,00%	8,00%	8,00%	6,00%
révision des valeurs locatives foncières	7,10%	3,90%	3,00%	2,00%
taux de financement bancaire	3,80%	4,50%	4,00%	4,00%
variation en volume des bases de CFE		-3,00%	1,00%	1,00%
variation du taux d'imposition	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

#### e) l'épargne de gestion

L'épargne de gestion est constituée du surplus des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, sans tenir compte des intérêts de la dette. C'est, en quelque sorte, une mesure de la capacité à dégager des marges de manœuvre financières pour l'investissement indépendamment de la politique d'endettement passée ou à venir. La projection des dépenses et des recettes de fonctionnement, telle qu'elle peut être esquissée à partir des éléments ci-dessous laisse apparaître pour 2024 la poursuite d'un tassement de l'épargne résultante. Cette situation baissière sera ensuite inversée à compter de 2025 avec une hausse projetée puis une stabilisation escomptée.

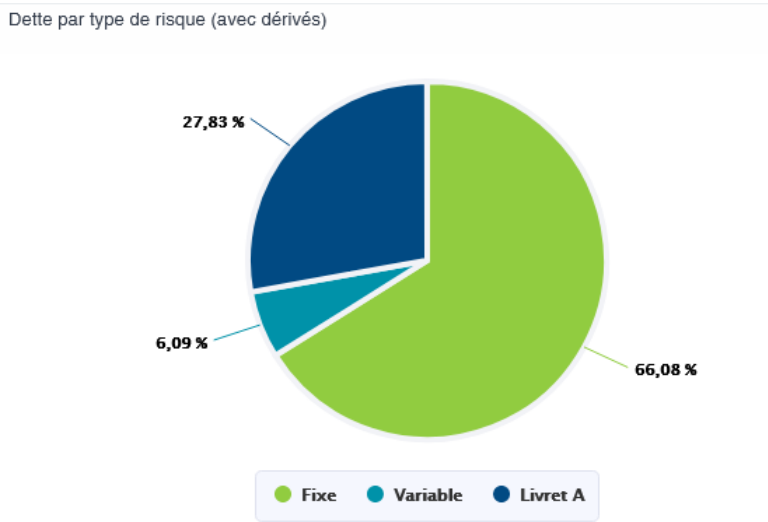
	2021 (CA)	2022 (CA)	2023 (CA)	2024 (BP)	2025 (BP)	2026 (BP)
recettes réelles de fonctionnement (hors recettes exceptionnelles)	24 511 504 €	26 437 050 €	28 486 250 €	29 621 771 €	30 271 188 €	30 873 957 €
dépenses réelles de fonctionnement (hors charges financières et charges exceptionnelles)	20 736 149 €	23 170 875 €	25 633 188 €	27 027 525 €	27 483 487 €	27 948 569 €
<b>ÉPARGNE DE GESTION</b>	<b>3 775 355 €</b>	<b>3 266 174 €</b>	<b>2 853 062 €</b>	<b>2 594 246 €</b>	<b>2 787 700 €</b>	<b>2 925 388 €</b>

#### f) la dette

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'encours de la dette souscrite par le budget principal, le budget annexe interventions économiques et le budget annexe restauration collective (c'est-à-dire par l'ensemble des budgets relevant de services publics administratifs financés par l'impôt) s'élève à **9,218 M€**, répartis sur 19 lignes d'emprunt distinctes. La durée de vie moyenne de cet encours est légèrement supérieure à 7 années. Cela représente, en l'absence de tout nouvel emprunt, le temps nécessaire au remboursement de la moitié de l'encours actuel.

L'approche de la situation de l'endettement de l'établissement peut être complétée par les données ci-dessous :

	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Emprunts	18	8 963 376.81 €	3,23 %
Revolving non consolidés	1	254 810.00 €	4,08 %
Revolving consolidés		0.00 €	0,00 %
<b>Dette</b>	<b>19</b>	<b>9 218 186.81 €</b>	<b>3,25 %</b>
Revolving disponibles		0.00 €	
<b>Dette + disponible</b>		<b>9 218 186.81 €</b>	
Swaps	1	1 051 002.43 €	-0,95 %
Options	0	0.00 €	%
<b>Total dérivés</b>	<b>1</b>	<b>1 051 002.43 €</b>	<b>-0,95 %</b>



On peut considérer, au regard de l'épargne dégagée par le budget principal, que le niveau d'endettement actuel est peu élevé. En effet, sur la base d'une épargne brute voisine de 2,7 M€, le ratio de désendettement serait inférieur à 3,5 années, soit le temps nécessaire à un remboursement complet de l'encours en y consacrant la totalité de l'autofinancement dégagé.

## **C -la programmation pluriannuelle des investissements**

### **a) le recensement des projets**

Au-delà du seul budget primitif 2024, le débat d'orientation budgétaire est l'étape préalable d'analyse et de concertation autour de la programmation pluriannuelle des investissements. Le budget primitif 2024 s'inscrit ainsi comme déclinaison et première étape d'une programmation pensée sur la période 2024-2026, durée résiduelle du mandat entamé.

La modélisation financière proposée dans ce rapport est celle qui résulte du projet de programmation 2024-2026 détaillé en annexe.

**6 opérations font l'objet d'autorisation de programme – crédit de paiement.** Une nouvelle opération fera l'objet d'une délibération spécifique afin d'être créée. Ce sont les principales opérations du mandat hors travaux de voirie.

N° opération	Nom du projet	Montant de l'opération	CP 2022	CP 2023	2024	2025	2026	2027
30	Construction Groupe Scolaire Vallée d'Auge AP-CP - hors mobilier	8 995 515 €	95 514,89 €	554 715.22 €	5 500 000 €	2 900 000 €		
49	Extension Ecole de Nécyc 2023 - AP-CP	1 282 148 €	13 651,20 €	142 563.28 €	815 000 €	230 436 €		
150	Regroupement scolaire Fel & Chambois - AP-CP	1 035 515 €	0,00 €	8 280 €	150 000 €	450 000 €	300 000 €	
56	Rénovation urbaine : quartier « Vallée d'Auge » (Argentan) AP-CP	4 995 000,00 €	13 980,00 €	37 964.16 €	400 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	481 020 €
155	Aménagement : quartier des Trois Croix (Argentan) 2023 AP-CP	1 705 864,00 €	864,00 €	33 918.36 €	70 000 €	1 400 000 €	135 000 €	
3004	Création Piste cyclable (Urou et Crennes notamment) Création APCP en 2024	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	50 000 €	950 000 €		
148	PLUI Intercommunal AP-CP	650 000,00 €	1 377,75 €	247 659.30 €	250 000 €	200 000 €	98 622 €	

La fin du mandat (2024-2026) est marquée par une progression importante du programme d'investissement :

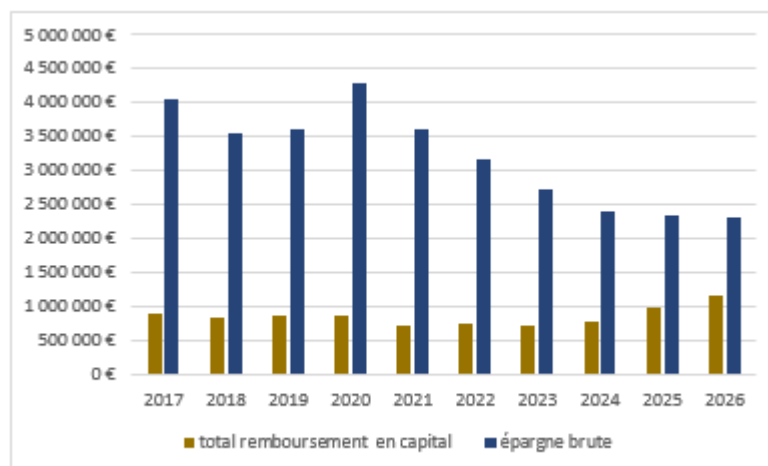
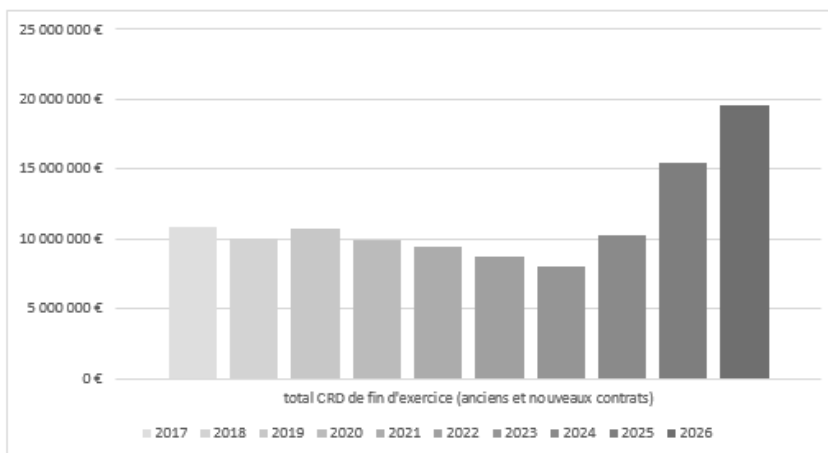
- Construction du groupe scolaire Vallée d'Auge ;
- Extension de l'école de Nécyc ;
- Aménagement de l'école fel-Chambois ;
- Programme déploiement panneaux solaires / autoconsommation collective ;
- Rénovation quartier Vallée d'Auge (renouvellement urbain) ;
- Aménagement des Trois Croix ;
- OPAH et OPAH RU.

### **b) le scénario financier résultant**

Le volume des investissements planifiés au PPI au cours de la période à venir est important (inférieur à 40 M€). Au regard d'un niveau d'épargne nette entre 1 M€ et 1,5 M€, le programme envisagé sera soutenu par la mobilisation de subventions conséquentes et d'un financement bancaire massif. Le tableau et les graphiques ci-dessous récapitulent le scénario contenu dans la programmation et son incidence sur l'endettement de l'établissement.

Au titre de 2024, les opérations inscrites au PPI sont chiffrées à hauteur de 14 361 870 €. Si nous prenons en compte les RAR 2023 (en cours de consolidation) soit 4 616 773 €, le montant des dépenses d'investissement en 2024 est de 18 978 643 €.

	2024	2025	2026
dépenses d'investissement	18 978 643 €	13 235 570 €	10 133 692 €
subventions d'investissement	4 842 190 €	3 624 880 €	2 182 000 €
FCTVA	3 113 257 €	2 171 163 €	1 662 331 €
net à financer	11 023 197 €	7 439 527 €	6 289 361 €
recours à l'emprunt prévu	2 900 000 €	6 000 000 €	5 100 000 €
annuité d'emprunt	1 122 773 €	1 584 061 €	1 922 489 €
encours de dette	10 238 465 €	15 457 420 €	19 577 268 €



La réalisation de la programmation proposée pour la période 2024-2026 aurait, conformément au scénario prospectif présenté, les principales conséquences suivantes :

- un recours à l'emprunt de 14 millions d'euros sur trois ans, faisant passer l'encours de dette de 8 M€ à 19,5 M€ entre 2024 et fin 2026 ;
- une augmentation corrélative de l'annuité d'emprunt (intérêts et remboursement en capital) qui passerait, dans le même intervalle de temps, de 1 M€ à près de 2 M€ ;
- un impact conséquent sur l'épargne nette qui serait réduite à 1 M€.

Sur la base de la projection financière synthétisée dans le tableau annexé, on peut estimer autour de 2,3 M€ l'épargne brute générée par l'exercice 2026. Ce niveau d'épargne associé à un encours de dette voisin de 19,5 M€ à l'issue de l'exercice 2026 conduirait l'établissement à présenter un ratio de désendettement de 8,5 ans, ce qui reste acceptable selon les standards financiers usuellement utilisés pour les collectivités.

Il faut donc placer une part importante du débat d'orientation budgétaire autour de l'alternative entre les deux attentes suivantes :

- l'effort net d'investissement sur la période 2024-2026 ;
- le recalibrage de l'investissement annuel récurrent à partir de 2026.

### **E- le budget annexe assainissement collectif**

Le service public d'assainissement collectif constitue un service public industriel et commercial. Il est financé par une redevance assise sur la consommation d'eau. Afin de l'isoler du budget principal percevant l'impôt, il fait l'objet d'un budget annexe dont il convient d'assurer une analyse financière distincte.

Une étude financière rétrospective et prospective est reproduite à la page suivante. Elle met en évidence un tassement de l'épargne brute dégagée annuellement sous l'effet conjugué :

- d'une consommation d'eau tendanciellement décroissante, réduisant d'autant le montant annuel du produit de la redevance ;
- de la suppression de la prime d'épuration versée par l'Agence de l'eau ;
- de la création d'un poste de chargé d'opération à compter de 2024.

Le programme pluriannuel d'investissement associé à ce service public se présente comme suit.

	2024		2025		2026	
	dépenses	recettes	dépenses	recettes	dépenses	recettes
réseau d'assainissement "trois croix" (Argentan)	1 500 000	750 000				
programme de réhabilitation	400 000		800 000	150 000	800 000	150 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 900 000</b>	<b>750 000</b>	<b>800 000</b>	<b>150 000</b>	<b>800 000</b>	<b>150 000</b>

Comme on peut le lire dans le tableau suivant, le tassement de l'épargne n'hypothèque en rien la possibilité de mener à bien la programmation ci-dessus. En effet, le niveau du fonds de roulement disponible début 2024 (plus de 1,7 million d'euros) permet de couvrir l'essentiel de l'autofinancement des projets. L'épargne nette résiduelle dégagée par les exercices 2024, 2025 et 2026 complètera cet autofinancement. Ainsi, tout recours à l'emprunt est rendu superflu pour couvrir le besoin de financement.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
chapitre 70 : produits de services	1 543 638 €	1 193 214 €	1 028 164 €	1 384 700 €	1 382 219 €	1 353 172 €	1 288 165 €	1 226 147 €	1 167 278 €
redevance d'assainissement	1 494 459 €	1 187 114 €	983 614 €	1 359 100 €	1 334 119 €	1 320 022 €	1 254 021 €	1 191 320 €	1 131 754 €
autres produits	49 179 €	6 100 €	44 550 €	25 600 €	48 100 €	33 150 €	34 145 €	34 827 €	35 524 €
chapitre 74 : subventions	134 700 €	120 391 €	187 053 €	119 856 €	122 513 €	33 026 €	26 421 €	21 137 €	16 909 €
prime d'épuration	97 320 €	116 011 €	164 594 €	117 073 €	103 845 €	33 026 €	26 421 €	21 137 €	16 909 €
autres subventions	37 380 €	4 380 €	22 459 €	2 783 €	18 668 €	- €	- €	- €	- €
chapitre 77 : produits exceptionnels	46 244 €	28 €	869 €	2 739 €	0 €	77 €	- €	- €	- €
produit des cessions	45 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
autres recettes	1 244 €	28 €	869 €	2 739 €	0 €	77 €	- €	- €	- €
TOTAL (recettes réelles d'exploitation)	1 724 582 €	1 313 633 €	1 216 085 €	1 507 294 €	1 504 732 €	1 320 223 €	1 261 744 €	1 205 010 €	1 150 368 €
chapitre 011 : dépenses à caractère général	150 030 €	207 436 €	294 873 €	467 545 €	108 420 €	141 204 €	145 440 €	148 349 €	151 316 €
sous-traitance et entretien des réseaux	97 721 €	148 540 €	223 668 €	363 099 €	26 406 €	52 356 €	53 927 €	55 006 €	56 106 €
autres charges à caractère général	52 309 €	58 896 €	71 204 €	104 447 €	82 014 €	88 848 €	91 513 €	93 343 €	95 210 €
chapitre 012 : dépenses de personnel	195 865 €	170 699 €	138 362 €	108 975 €	108 798 €	100 622 €	143 689 €	146 563 €	147 999 €
chapitre 014 : dégrèvements et reversements	- €	5 800 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
chapitre 65 : autres charges de gestion courante	- €	- €	1 659 €	960 €	- €	242 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
chapitre 66 : charges financières	154 716 €	147 263 €	139 816 €	131 971 €	124 646 €	117 635 €	112 313 €	104 027 €	95 787 €
chapitre 67 : charges exceptionnelles	309 753 €	400 €	- €	2 900 €	2 960 €	- €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
TOTAL (dépenses réelles de fonctionnement)	810 365 €	519 997 €	574 710 €	712 352 €	344 823 €	359 703 €	407 443 €	404 939 €	401 102 €
ÉPARGNE BRUTE (hors opérations exceptionnelles)	1 177 727 €	794 008 €	640 507 €	795 104 €	1 162 869 €	960 443 €	859 302 €	805 072 €	754 267 €
remboursement en capital des emprunts	450 007 €	570 412 €	430 477 €	450 726 €	403 465 €	403 705 €	433 561 €	419 610 €	405 176 €
ÉPARGNE NETTE (hors opérations exceptionnelles)	727 719 €	223 596 €	210 029 €	344 378 €	759 403 €	556 737 €	425 740 €	385 462 €	349 091 €
subventions d'équipement	520 560 €	293 887 €	375 745 €	396 278 €	440 326 €	739 715 €	1 952 881 €	150 000 €	150 000 €
emprunt	156 558 €	92 800 €	209 064 €	13 968 €	3 806 €	408 466 €	- €	- €	- €
CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT	1 141 328 €	609 911 €	795 707 €	754 463 €	1 200 575 €	1 704 995 €	2 373 622 €	530 462 €	494 091 €
INVESTISSEMENT RÉALISÉ OU PRÉVU	418 714 €	904 963 €	722 357 €	1 093 246 €	1 367 954 €	1 729 336 €	3 353 158 €	800 000 €	800 000 €
fonds de roulement en début d'exercice	1 751 139 €	2 473 733 €	2 178 700 €	2 252 050 €	1 913 266 €	1 745 887 €	1 721 547 €	742 010 €	472 473 €
fonds de roulement en fin d'exercice	2 473 753 €	2 178 700 €	2 252 050 €	1 913 266 €	1 745 887 €	1 721 547 €	742 010 €	472 473 €	166 563 €





## **F- le budget annexe mobilité**

Le transfert dans le giron communautaire de la compétence mobilité, effectif depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, emporte la gestion par Terres d'Argentan Interco d'un budget spécifique. Comme l'assainissement, cette compétence s'inscrit dans le cadre de la réglementation applicable aux services publics industriels et commerciaux : le budget doit s'équilibrer par ses ressources propres sans pouvoir prétendre à un concours financier du budget principal financé par l'impôt.

Les recettes du service sont essentiellement constituées du versement mobilité, cotisation supportée par les employeurs comptant au moins onze salariés. Le taux du versement mobilité a achevé, en 2023, une période de convergence à l'issue de laquelle il est égal à 0,45 % sur l'ensemble du territoire communautaire.

L'étude financière sur la période 2024-2026, synthétisée dans le tableau ci-dessous, permet d'avancer les principales conclusions suivantes :

- la stabilisation de l'épargne dégagée par le budget annexe, conséquence d'une évolution homogène des dépenses et des recettes ;
- un autofinancement permettant à la fois de couvrir les besoins d'investissement et d'abonder un fonds de roulement qui pourra être mobilisé au-delà de 2026 pour le remplacement programmé d'une partie du parc roulant.

	CA	CA	CA	CA	CA	CA	CA	crédits	crédits	crédits
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	
chapitre 70 : produits de services	48 170 €	42 676 €	35 930 €	35 343 €	37 532 €	41 543 €	42 789 €	43 645 €	44 518 €	
vente de titres de transport	43 085 €	39 545 €	30 814 €	30 226 €	31 613 €	36 375 €	37 466 €	38 215 €	38 980 €	
autres produits	5 086 €	3 132 €	5 117 €	5 117 €	5 920 €	5 168 €	5 323 €	5 429 €	5 538 €	
chapitre 73 : impôts et taxes	673 805 €	533 987 €	498 776 €	486 099 €	653 216 €	876 582 €	902 880 €	920 938 €	939 356 €	
versement mobilité	673 805 €	533 987 €	498 776 €	486 099 €	653 216 €	876 582 €	902 880 €	920 938 €	939 356 €	
chapitre 74 : dotations et subventions	- €	- €	- €	- €	- €	30 657 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	
chapitre 75 : autres produits de gestion courante	9 427 €	12 788 €	6 893 €	6 806 €	19 930 €	7 034 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	
chapitres 77 et 013 : produits exceptionnels	5 708 €	4 039 €	5 754 €	0 €	9 529 €	5 194 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
produit des cessions	- €	- €		0 €	2 798 €	- €	- €	- €	- €	
autres recettes	5 708 €	4 039 €	5 754 €	0 €	6 731 €	5 194 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
TOTAL (recettes réelles d'exploitation)	737 111 €	593 490 €	547 353 €	528 248 €	720 208 €	961 010 €	995 669 €	1 014 582 €	1 033 874 €	
chapitre 011 : dépenses à caractère général	104 011 €	127 457 €	89 174 €	87 898 €	162 709 €	195 417 €	205 903 €	208 568 €	211 287 €	
carburant	38 493 €	40 215 €	32 794 €	17 867 €	65 173 €	66 043 €	72 648 €	72 648 €	72 648 €	
entretien du matériel roulant	35 681 €	46 505 €	23 446 €	13 772 €	30 304 €	42 207 €	43 473 €	44 343 €	45 230 €	
autres charges à caractère général	29 837 €	40 737 €	32 934 €	56 259 €	67 233 €	87 167 €	89 782 €	91 578 €	93 409 €	
chapitre 012 : dépenses de personnel	249 467 €	285 154 €	309 664 €	314 199 €	351 266 €	475 096 €	484 598 €	494 290 €	499 134 €	
chapitre 014 : dégrèvements et reversements	1 205 €	231 €	58 €	289 €	273 €	248 €	- €	- €	- €	
chapitre 65 : autres charges de gestion courante	28 972 €	- €	- €	- €	43 853 €	6 428 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €	
chapitre 66 : charges financières	655 €	471 €	276 €	1 593 €	2 049 €	3 156 €	2 374 €	2 193 €	2 012 €	
chapitre 67 : charges exceptionnelles	- €	- €		50 €	- €		2 000 €	2 000 €	2 000 €	
TOTAL (dépenses réelles de fonctionnement)	384 310 €	413 313 €	399 173 €	404 028 €	560 151 €	680 346 €	739 875 €	752 051 €	759 432 €	
ÉPARGNE BRUTE (hors opérations exceptionnelles)	347 093 €	176 137 €	142 426 €	124 270 €	150 527 €	275 470 €	252 794 €	259 531 €	271 442 €	
remboursement en capital des emprunts	13 907 €	14 088 €	14 277 €	20 703 €	18 804 €	25 227 €	25 406 €	25 587 €	25 768 €	
ÉPARGNE NETTE (hors opérations exceptionnelles)	333 186 €	162 049 €	128 149 €	103 568 €	131 724 €	250 243 €	227 388 €	233 944 €	245 674 €	
subventions d'équipement				18 450 €		8 610 €				
emprunt				395 000 €						
CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT	338 895 €	166 088 €	133 903 €	516 968 €	141 253 €	264 047 €	230 388 €	236 944 €	248 674 €	
INVESTISSEMENT RÉALISÉ OU PRÉVU	230 567 €	21 220 €	6 271 €	865 230 €	61 826 €	48 933 €	17 000	110 000 €	109 000 €	
fonds de roulement en début d'exercice	230 087 €	338 414 €	483 283 €	610 914 €	262 651 €	342 078 €	557 192 €	770 580 €	897 524 €	
fonds de roulement en fin d'exercice	338 414 €	483 283 €	610 914 €	262 651 €	342 078 €	557 192 €	770 580 €	897 524 €	1 037 138 €	